

Analyse de l'interview de Géraldine Woessner par la DSTID

Une présentation délirante de l'histoire de l'écologie politique

Géraldine Woessner (GW dans la suite) fait démarrer le mouvement de l'écologie politique vers le milieu des années 50, avec une opposition aux grands barrages qui va ensuite évoluer vers une opposition au nucléaire civil. S'il est vrai que l'opposition au nucléaire a été centrale pour le mouvement écologiste, au moins en France et en Allemagne, limiter l'écologie à cette dimension est malhonnête. Et dire que les écologistes cherchaient à provoquer une peur irrationnelle chez les citoyen-es dans l'objectif ultime de mettre à bas le capitalisme et de promouvoir une « pensée décroissante » l'est encore plus. Tout cela bien sûr en ne mentionnant jamais le problème des déchets ou le risque d'accident, et on en vient à se demander à quoi servent nos spécialistes R&D qui travaillent sur le sujet des accidents nucléaires. Plus généralement, on ne saura pas pourquoi l'opposition aux barrages relève d'une démarche scientifique, justifiable, mais pas celle contre le nucléaire !

GW reproche à l'écologie politique d'avoir caché le dérèglement climatique, alors que 350 scientifiques et climatologues sonnaient l'alarme dès 1967. On peut reprocher au mouvement anti-nucléaire de ne pas donner suffisamment la priorité à la question climatique – ça se discute. Mais les rendre responsables de l'étouffement des alertes sur le sujet, organisées de manière aujourd'hui documentée par les grands groupes pétroliers, relève de la malhonnêteté. Ces entreprises ont pour cela manipulé la recherche, effectué des pressions de toutes sortes sur les décideurs, autant de méthodes qu'elle attribue aux « écolo-terroristes ». Au passage, elle évite de mentionner par exemple René Dumont, l'un des premiers à avoir porté le sujet dans l'arène politique.

GW se lance ensuite dans une diatribe invraisemblable, toujours sans aucune réaction critique de la part de l'intervieweur, sur la filiation entre marxisme et décroissant-es : l'écologie politique aurait été inventée, selon cette « spécialiste » de l'histoire politique, par des déçu-es du communisme, masquant leur volonté d'abattre le capitalisme sous couvert de défense de l'environnement. Or si Marx a prédit que le capitalisme s'effondrerait sous ses propres contradictions, il n'a jamais défendu la décroissance ni une perspective écologique. Les régimes communistes, et particulièrement l'URSS, ont défendu l'industrialisation massive, dans une course au gigantisme avec les USA. Et ceux qui ont vécu la naissance de l'écologie dans les années 80, peuvent témoigner de la barrière entre, d'un côté, un Parti Communiste ouvrieriste et productiviste et de l'autre, un mouvement écologiste ne s'opposant pas au capitalisme mais cherchant à l'adapter à la défense de l'environnement. Cela explique par exemple que les partis écologistes ont historiquement soutenu la création du marché de l'électricité dans l'espoir de le mettre au service de l'environnement et du développement des renouvelables et qu'une grande partie de « l'écologie politique » a longtemps défendu une « croissance verte ».

Ce ne sont pas des communistes déçu-es qui ont créé les mouvements écologistes pour détruire le capitalisme. Ce sont des militant-es de la défense de l'environnement qui sont arrivé-es peu à peu à la conclusion que la « croissance verte » était un mythe, et qu'il y avait une contradiction flagrante entre le principe d'accumulation qui sous-tend le capitalisme et les limites de notre planète. La décroissance et l'opposition au capitalisme n'ont pas été le déclencheur de leurs actions, c'est au contraire la conséquence d'une prise de conscience plus large.

On doit évidemment souligner qu'il a toujours existé une écologie politique plus radicale que les mouvements politiques qui siégeaient à l'Assemblée Nationale, et qui prônait la décroissance. Yves Cochet, un des représentants les plus connus de cette tendance, était pourtant considéré comme excentrique, y compris chez les écologistes, jusque dans les années 2010.

Un discours négationniste vis-à-vis de la crise environnementale, caricatural sur le renouvelable

Le plus inquiétant dans cette interview est probablement la thèse que soutient GW : vouloir « faire avec moins : moins d'énergie, moins d'eau, moins de transport, moins de matière, moins de tout », c'est vouloir abattre le capitalisme et finalement, avoir un « agenda politique anti-humaniste, décroissant ».

Tant d'années de combat de scientifiques et de « militant-es écologistes » pour arriver à faire admettre la nécessité de la sobriété, terme repris par le GIEC grâce à la chercheuse Yamina Saheb... Tant d'années à lutter contre une idéologie dominante basée sur l'objectif ultime de croissance sans fin sans partir des besoins réels, soutenue par l'incitation à consommer toujours plus sans considération de l'impact environnemental ! Tant d'angoisse face à la lenteur des prises

de consciences d'une crise environnementale que l'on découvre plus grave et plus imminente chaque année, pour finalement entendre un tel discours négationniste relayé par notre entreprise. Une entreprise publique censée être au cœur de la transition énergétique, et qui compte parmi ses salarié-es, notamment à la R&D, des spécialistes de cette question...

Concernant la « croissance infinie dans un monde fini », cette « fameuse formule » de Jancovici serait, selon elle, nulle et non avenue puisque « on ne sait jamais à quelle échéance les ressources seront finies : 100 ans, 2000 ans, 6000 ans ». Vous pourriez pourtant, Madame, vous référer à des scientifiques comme Emmanuel Hache, travaillant à l'IFPEN, ou aux alertes régulières de l'AIE sur le sujet. Même s'il est impossible à ce stade d'avancer une échéance précise sur l'épuisement, qui dépend des scénarios et des ressources, celui-ci n'est en tout cas pas de l'ordre de 1000 ans. Sans compter que dans tous les cas, le coût environnemental de l'exploitation des ressources restantes est de plus en plus insupportable, tant pour les écosystèmes que pour les populations. Sans oublier de passer par une attaque envers l'ADEME : c'est de bon ton en ce moment.

Par ailleurs, quoi qu'on pense du nucléaire, évoquer un « mythe d'une énergie 100% renouvelable » que les écologistes et politiques auraient « réussi à nous vendre », c'est ignorer par mensonge ou par méconnaissance une partie des scénarios présentés par RTE dans ses Futurs Énergétiques 2050, sans fossile ni nucléaire. On peut discuter du caractère totalement renouvelable de l'énergie éolienne, solaire ou hydraulique sur tout leur cycle de vie, mais ce n'était manifestement pas ce qu'elle entendait.

De même, on peut critiquer à raison le fait que l'Allemagne a l'une des électricités les plus carbonées d'Europe, ou se questionner sur la planification du développement massif de son solaire. Mais prétendre que « on a vendu à l'opinion les renouvelables. Dans la réalité, on a rouvert des centrales à charbon » est factuellement faux.

Une inversion des responsabilités et de la violence face à l'inaction environnementale

Tout en dénonçant la menace que représenterait pour l'environnement cette « écologie politique », elle balaye d'un même geste toute critique sur les OGM, les PFAS, les produits phyto-sanitaires, les méga-bassines. Les écologistes ne feraient qu'agiter des peurs ? la toxicité et le danger pour la santé des PFAS ne semble pourtant plus faire beaucoup de doute, de même que l'effet sur l'appauvrissement de la biodiversité des OGM, sans parler de l'impact économique sur les agriculteur-ices qui deviennent dépendant-es des grands semenciers. (D'ailleurs, GW dit avoir fait la promotion de son livre dans une autre entreprise, un semencier.) Quant aux méga-bassines, elles prélèvent une eau de plus en plus rare au profit de quelques grands « irrigants », aux dépens des autres, et s'inscrit dans le développement d'une agriculture très gourmande en eau, inadaptée à la crise climatique. On peut bien sûr en débattre, mais pas réduire la critique des opposants à l'agitation de peurs irrationnelles, ni leur nier tout fondement scientifique.

Le plus grotesque est sans doute l'inversion de la violence : bien sûr, il peut y avoir des actes et paroles isolées, regrettables, de part et d'autre. Mais prétendre, comme elle le fait, que « le climat de peur, c'est quand même le B.A.BA du militantisme » ... Et sur un plan purement statistique, il est quand même difficile de soutenir que le nombre de morts ou de blessés, à Sainte Soline, à Sivens, sur le tracé de l'A69 ou ailleurs, n'est pas essentiellement dans le camp des défenseur-ses de la cause environnementale. Sans parler des pressions physiques que subissent les agriculteur-ices qui ne rentrent pas dans le moule de la FNSEA ou les journalistes qui le dénoncent¹, voire les exactions récentes de la Coordination Rurale. Et la FNSEA ou le lobby nucléaire ont tout de même plus de poids et de moyens financiers pour « convaincre » politiques et chercheur-es que l'écologie politique. Les scandales plus anciens de l'amiante ou du médiateur illustrent la force de frappe des grandes entreprises.

Et le contrôle de l'information ne viendrait pas de l'hyper-concentration des médias entre les mains de quelques milliardaires (9 milliardaires détiennent plus de 90% des médias privés²), dont Vincent Bolloré qui a mis son empire médiatique au service de l'extrême droite³ ou encore des lignes politiques imposées par les directions des chaînes de service public mais des « journalistes militants » qui infiltrent les médias, notamment à « Complément d'Enquête ou Envoyé Spécial » ! Cela nous avait échappé.

¹ Voir par exemple la BD « *Algues vertes, l'histoire interdite* » de la journaliste Inès Léraud qui décrit ce qu'elle considère comme un « scandale d'Etat » qui empoisonne la Bretagne, et le rôle de la FNSEA « vrai pouvoir décisionnaire », véritable partenaire de l'Etat » comme elle le décrit. La BD a donné lieu à un film. Voir le livre « Silence dans les champs », de Nicolas Legendre, dénonçant les méthodes du système agro-industriel breton, basé sur les menaces et la peur.

² Voir [l'excellente infographie](#) du Monde Diplomatique et d'ACRIMED ainsi que le [film « Media Crash »](#) et

³ Voir par [exemple cet article de France 24](#)

Prétendre défendre une démarche scientifique tout en la piétinant

Tout en critiquant les travaux de certain·es scientifiques, y compris deux personnes ayant témoigné devant l'Assemblée Nationale sur les dangers liés aux PFAS, l'intervenante avoue son absence d'expertise scientifique. Elle passe pourtant quarante minutes à distribuer les bons points à certain·es tout en fustigeant la « pseudo-science » sans jamais elle-même s'engager dans un argumentaire scientifique d'aucune sorte. Le débat n'est jamais porté sur le contenu scientifique mais sur les opinions politiques des chercheur·es. Ainsi Jean-Marc Jancovici reste un scientifique remarquable tant qu'il défend l'énergie nucléaire, mais aux compétences limitées quand il s'agit de prendre en compte la finitude des ressources de notre planète. Mais Philippe Méchet, comme sur les autres sujets, ne la contredit jamais ni ne l'oblige à justifier ses propos.

Une inversion dans l'agenda politique

Finalement, elle se comporte en véritable « illusionniste », poursuivant un « agenda politique » clair de promotion d'un capitalisme porté par la croissance tous azimuts, en particulier énergétique et par une agriculture productiviste. Elle attaque frontalement des organisations qui se battent pour la justice sociale et l'environnement comme Oxfam, les Amis de la Terre, Génération Futur, les Soulèvements de la Terre. Elle dénigre Camille Etienne ou certaines personnalités politiques comme Eva Joly ou Dominique Voynet.

Mais surtout, elle désigne l'ennemi : les anti-humanistes déguisés en gentils, usant des armes de « ce qu'on nous vend comme de la sobriété » pour arriver à leur fin : la décroissance et la fin du capitalisme. Iels manipuleraient pour cela les médias, la science, le gouvernement, utiliseraient la peur. La forme du discours emprunte certains codes du complotisme (« On crée un climat de peur. Derrière, c'est une trentaine de personnes en France qui, depuis 20 ans, créent ces climats-là »).

Cet ennemi serait bien plus dangereux, selon elle et son co-auteur, que l'extrême-droite qui serait « sous surveillance politique et médiatique » « alors que l'écologie politique, pas du tout ». Chacun·e appréciera, notamment au regard de la situation aux Etats-Unis (au passage, la purge que subissent de nombreu·ses scientifiques de la part de l'administration Trump, difficilement imputable à cette si dangereuse écologie politique), ou même de la violence d'état qui s'exerce contre les militant·es pour l'environnement. Cette violence est largement dénoncée, par exemple par le rapporteur spécial de l'ONU, Michel Forst ⁴.

Elle cherche à rapprocher les « populistes », en affirmant que « l'énergie n'a jamais été un clivage gauche-droite » mais que « cela peut devenir un clivage populiste ». Difficile, pourtant, de voir le lien entre une extrême-droite vent debout contre la sobriété et les renouvelables, et la gauche écologiste, prônant une sobriété respectueuse des besoins et en grande partie opposée au nucléaire. Le clivage « gauche-droite » semble plus proche de la réalité. Mais la réalité n'est pas la préoccupation majeure de GW.

Avril 2025

⁴ Voir [ce débat](#) sur Mediapart, par exemple.